

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Lille, sur le bilan de son action en faveur de la région Nord - Pas-de-Calais, les employés et cadres moyens, l'enjeu de la campagne électorale, mardi 7 avril 1981.

Mes chers amis de Lille, mes chers amis du Nord, mes chers amis du Pas-de-Calais, auxquels j'aurais souhaité aussi pouvoir rendre visite, mais vous savez que les horaires de ces journées sont assez remplis, et je dis à mes amis du Pas-de-Calais : ce n'est que partie remise ! Je vous remercie d'être présents dans cette salle, et je regrette que sa capacité ne soit pas suffisante pour accueillir aussi celles et ceux qui se pressent encore aux portes et que j'aurais souhaité avoir réunis avec vous.

- Je suis venu participer avec vous à cette grande campagne `campagne électorale` nationale où, naturellement, les gens du Nord doivent être présents et où, naturellement, leur choix sera décisif dans le choix final de la France. Nous avons écouté tout à l'heure ce qu'en votre nom vous ont dit un certain nombre de ceux qui siègent au gouvernement, où ils exercent de hautes responsabilités, ou qui animent les grandes institutions économiques de la région du Nord, et nous avons entendu le témoignage émouvant, parce que simple, - et permettez-moi de le dire : parce que féminin - de madame Segard. Ce soir, j'ai beaucoup de choses à vous dire. J'espère néanmoins ne pas retenir trop longtemps ceux qui ont encore une longue route à faire pour rentrer chez eux. Je voudrais vous parler, en effet, de 3 sujets :

- Le 1er, c'est de vous dire comment j'ai tenu les engagements qui ont été pris ici, au mois d'octobre, vis-à-vis du Nord et du Pas-de-Calais. Lorsqu'on prend des engagements et qu'on doit les tenir, on vient en rendre compte, ce que je vais faire. J'ai choisi ensuite de vous parler de la situation d'une catégorie dont on parle très peu dans cette campagne 'campagne électorale' et qui est pourtant, dès à présent, la catégorie la plus importante dans le monde du travail français, je veux dire les employés et les cadres moyens.

- Enfin, je vous parlerai de la campagne nationale, de ses objectifs, de son enjeu, de ce que j'attends de vous.

D'abord, les engagements pris vis-à-vis du Nord et du Pas-de-Calais, et j'ai demandé à M. le ministre de l'industrie `André Giraud` de venir ici, à la fois comme spectateur et comme témoin, parce que c'est à lui que revient la responsabilité de tenir un certain nombre des engagements que j'ai pris.

- J'avais annoncé, vous le savez, un certain nombre de décisions. où en est leur exécution ? J'avais d'abord annoncé le lancement de plusieurs grands chantiers. Vous avez noté dans la presse que les travaux de construction du quai ouest de Dunkerque ont commencé, et c'était la première demande qui m'avait été présentée dans le Nord.

- On avait demandé des prêts supplémentaires à l'accession à la propriété pour ranimer l'activité de l'industrie du bâtiment. 1 500 prêts supplémentaires ont été disponibles dès la fin de 1980 et les travaux qu'ils financent sont en-cours.

- L'important programme de télécommunications et de téléphone préparé peu avant sa mort, et sur son lit de travail, par Norbert Segard, se déroule conformément au calendrier prévu et naturellement chacun mettra son point d'honneur à ce qu'il soit réalisé.

- J'avais proposé aux élus régionaux un plan de dix ans de rénovation urbaine de la métropole lilloise. mais aussi du bassin minier. pour rendre à ces lieux traditionnels de la vie du Nord. leurs

qualités de vie. Trente millions de francs de crédits ont déjà été distribués pour les premières opérations de ce plan vert, qui se poursuivra sur dix ans.\

J'avais indiqué, le 9 octobre, que la durée de vie des bassins houillers du Nord - Pas-de-Calais serait prolongée au-delà de l'année 1985, et je vais vous parler maintenant du charbon, de la sidérurgie et du textile.

- où en sommes-nous ? D'abord, les plans de production et d'embauche ont été révisés. En 1981 il était prévu de ne faire aucun recrutement dans le Houillères du Nord & il y aura 150 recrutements en 1981 et, au total, en 1985, le nouveau plan prévoit 2000 emplois supplémentaires qui devront être recrutés parmi les populations du Nord.

- C'est deux millions et demi de tonnes de charbon de plus qu'il sera possible d'extraire dans le Nord - Pas-de-Calais, par-rapport à ce qu'il était initialement envisagé.

- Ensuite, la valorisation des ressources du sous-sol du Nord - Pas-de-Calais a été entreprise avec les moyens les plus modernes. Vous savez que, pour la première fois dans notre histoire, l'expertise des gisements est entreprise de manière complète avec la coopération des meilleurs experts français et étrangers.

- L'expérience de gazéification souterraine la plus avancée du monde se poursuit dans de bonnes conditions & 125 millions de francs seront consacrés, au cours des trois prochaines années, au programme français de gazéification.

- Enfin, le Nord et le Pas-de-Calais ont bénéficié, et bénéficieront en priorité, des retombées positives de la nouvelle politique charbonnière nationale. Je rappelle pour mémoire : les laboratoires de l'Ecole des Mines de Douai, les commandes reçues par l'industrie du Nord - Pas-de-Calais pour les centrales thermiques au charbon, construites dans divers endroits du pays, et je suis en mesure aujourd'hui de vous annoncer un nouvel investissement, répondant d'ailleurs à des préoccupations que vos représentants m'ont exprimées : la création de la plateforme d'essai technique d'utilisation du charbon des charbonnages de France à Mazingarbe, à côté de Liévin. 26 millions de francs seront consacrés à cette plateforme d'essai.\

J'avais annoncé également les moyens de défendre la compétitivité de notre sidérurgie. Cette sidérurgie du Nord, qu'on vous décrivait, il y a quelques années, comme étant dans un état de faillite et sans doute menacée de démantèlement, a réussi, grâce à l'effort de ses dirigeants, de ses cadres, de ses travailleurs, à améliorer dans des proportions considérables, sa productivité. Dans le Nord de la France, à l'heure actuelle, il ne faut pas plus d'heures d'ouvriers pour produire une tonne d'acier qu'il n'en faut dans les meilleures usines de la Ruhr, et le Nord de la France a rejoint, en matière sidérurgique, nos concurrents de l'Allemagne fédérale `RFA` .

- Vous savez qu'au dernier conseil des ministres `CEE` chargés de la sidérurgie, c'est la déclaration française qui a obtenu que cesse enfin la concurrence absurde entre Européens. Cette concurrence, désormais nous, les Français, avons la capacité sans doute de la supporter mieux que les autres, et en particulier d'ailleurs mieux que nos voisins du nord, mais néanmoins cette concurrence est absurde puisqu'elle revient à faire payer à nos producteurs d'acier un prix qui est inférieur de 15 ou de 20 % au prix intérieur du marché américain ou au prix intérieur du marché japonais. Alors, pourquoi voulez-vous que la production européenne se ruine elle-même pour ouvrir ensuite des débouchés aux productions concurrentielles ?

- En même temps, la modernisation de l'outil de production se poursuit par l'usine de tôle forte de Dunkerque, par la coulée continue des dunes, par les investissements engagés dans le secteur ferroviaire.\

Troisième grand secteur : le textile. J'avais demandé, vous vous en souvenez, le 6 octobre dernier, à Lille, que le textile et l'habillement, considérés comme des industries traditionnelles, et par certains comme des industries condamnées au déclin, soient inscrits au nombre des priorités industrielles stratégiques de notre pays.

- Je l'avais dit, nous l'avons fait, car je considère qu'il y a, à côté des technologies d'avant-garde pour lesquelles la France est actuellement très bien placée - 1er programme électro-nucléaire du monde, seul pays européen à lancer une fusée dans l'espace, 2ème constructeur mondial maintenant en matière d'aviation civile - à côté de toutes ces technologies d'avant-garde, je

considère qu'il y a 2 domaines où la France a une vocation industrielle à préserver et à développer, c'est, d'une part, les industries agro-alimentaires et, d'autre part, le textile et l'habillement, car nous disposons dans ce domaine des meilleures images de marque du monde, et comme nous avons, en même temps, derrière, la capacité industrielle qui est prête, nous devons imposer notre supériorité dans ce domaine.

- Depuis le 1er janvier de cette année, 20 projets d'investissements, présentés par l'industrie textile et de l'habillement du Nord - Pas-de-Calais, ont été examinés et ils représentent un investissement total de plus d'un milliard de francs, et je souhaite que les procédures soient rapides afin que ces investissements puissent être réalisés sans délai.

On a également renforcé, à ma demande, les contrôles à la frontière, pour déceler les fraudes, parce que je n'admets pas que la France, qui fait un effort considérable pour redresser la cause profonde de la crise, c'est-à-dire la dépendance énergétique, subisse de la part de pays qui ne font pas le même effort, une concurrence déloyale pour exporter chez nous le chômage qu'ils n'attaquent pas à la source, chez eux. Pour le seul mois de mars, une centaine d'infractions ont été relevées et sanctionnées pour un volume de ventes de 40 millions de francs, et je souligne à cet égard l'excellent travail accompli par notre administration des douanes. Des démarches sont en-cours auprès des différents pays fournisseurs pour réduire les ventes d'origine extérieure sur le marché français, et c'est avec la même fermeté que la France entend renégocier l'accord multi-fibre qui s'appliquera à partir de janvier 1982, et qui devra tenir compte, dans sa nouvelle négociation, de la réduction observée ici ou là de la consommation. J'ai indiqué tout à l'heure aux responsables régionaux de cette industrie, la position qui sera défendue au nom de la France dans cette négociation.

Enfin, aux agriculteurs de la Flandre française, aux agriculteurs du Pas-de-Calais, j'avais annoncé chez vous que le gouvernement défendrait avec la plus grande fermeté les prix de la campagne 1981 - 1982 lors des négociations de Bruxelles. Je l'avais dit, l'aviez-vous cru ?... Nous l'avons fait. Pour la première fois depuis longtemps, les prix ont été fixés le 1er avril et à partir d'une proposition de prix de la Commission qui était de 7,8 %, la France a obtenu que le niveau soit porté à 12,2 %, c'est-à-dire 4,4 % de plus obtenu par nos négociateurs, et aussi, il faut bien le dire, par l'esprit de solidarité dont certains de nos partenaires ont su faire montre en cette circonstance et où ils ont compris que le problème de l'agriculture devrait recevoir au plan européen une solution de justice.

- Cette solution de justice, nous l'avons obtenue. Je souhaite qu'elle se prolonge par une politique agricole qui permette à la grande vocation productrice et exportatrice de votre région de se développer encore.

Ces actions, pour le Nord et le Pas-de-Calais, sont suivies au gouvernement par des hommes responsables de grands secteurs et qui sont originaires de votre région, puisqu'ils gèrent à la fois le ministère du travail et de la participation, c'est-à-dire le ministère de tous ceux qui sont au travail ou de tous ceux qui cherchent un emploi en France, et c'est Jean Matteoli. Le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle a présenté un plan, qui a été adopté et que, sans doute, certains candidats n'ont pas dû encore lire, prévoit que d'ici 1985 tous les jeunes Français sans exception arriveront dans la vie active avec une formation professionnelle complète.

- Je vous rappelle que lorsque j'ai été élu, en 1974, sur 750000 jeunes Français qui arrivaient sur ce que l'on appelle le marché du travail, il y en avait 225000 qui n'avaient aucune formation professionnelle et qui, donc, en temps de crise, allaient grossir naturellement le cortège des demandeurs d'emploi non qualifiés. Nous avons ramené ce chiffre de 225000 à 95000 et nous le ramènerons à 0, ce qui m'a permis de dire que d'ici 1985, nous offrirons à toutes les jeunes Françaises et à tous les jeunes Français soit un emploi, soit un poste en formation en nombre égal à l'arrivée de tous ces jeunes sur le marché du travail.

Je voudrais maintenant vous parler de problèmes des employés et des cadres moyens, parce que j'observe que dans cette campagne `campagne électorale`, il y a beaucoup de candidats qui traitent des problèmes du Président de la République, avec d'ailleurs une capacité de critique qui me paraît l'emporter sur la capacité du jugement, et je pense que les Françaises et les Français,

vous tous qui êtes ici, naturellement cela vous intéresse d'entendre des polémiques ou des critiques sur le Président de la République, encore que l'on pourrait vous faire l'honneur de penser que vous êtes capables à cet égard de juger vous-mêmes, car après tout, voilà quelqu'un qui exerce ses fonctions, voilà quelqu'un qui en a rendu compte, voilà quelqu'un qui s'exprimé à la télévision, pourquoi voulez-vous que ce soit d'autres que vous qui le jugent à votre place ?

- C'est pourquoi d'ailleurs cette campagne `campagne électorale`, je l'ai dit hier dans les départements à majorité communiste de l'Est de Paris, où j'étais accueilli par une population sympathique, chaleureuse, libérale, nationale, j'ai dit que quand je rentrais le soir à l'Élysée après ces réunions, parce que ce soir, naturellement, je regagne l'Élysée, ne serait-ce que parce que demain matin il y a conseil des ministres, les gens me disent au départ : "Faites attention, ne soyez pas trop fatigué"... pas du tout, je rentre reposé, parce que j'ai retrouvé la source de la démocratie et de la République française, c'est-à-dire l'authenticité sans laquelle certains dirigeants de notre pays l'auraient conduit depuis longtemps au malheur.\

Alors, je voudrais vous parler de la situation de ces employés et cadres moyens, parce que l'évolution la plus caractéristique des sociétés industrielles, c'est l'apparition et c'est l'importance de ceux que la statistique appelle encore employés et cadres moyens, parmi lesquels il a beaucoup d'hommes et beaucoup de femmes, c'est le groupe le plus nombreux de notre pays, c'est un groupe qui dépasse à l'heure actuelle en importance le nombre des ouvriers de l'industrie.

- Employés, du temps de Balzac, cela voulait dire employés de bureau, leur rôle économique était faible et leur nombre réduit, mais depuis le début de ce siècle tout a changé, la société industrielle utilise de plus en plus les machines et, comme vous le savez, elle les utilisera davantage encore.

- Le travail des ouvriers devient différent de celui des générations précédentes, heureusement moins pénible, heureusement moins dangereux, en-raison des efforts accomplis pour réduire le nombre des accidents du travail et l'effectif des ouvriers de l'industrie ne s'accroît que lentement, mais cette même société industrielle, qui fabrique des dizaines de milliers de produits différents que vous achetez tous les jours dans le commerce et qui rend des services d'une extraordinaire variété ne fonctionne que parce qu'il y a des millions de femmes et d'hommes qui servent d'intermédiaires, de médiateurs, d'adaptateurs, de transporteurs entre les producteurs et les consommateurs. Ils ne sont plus la main, mais ils sont le système nerveux de notre économie.

- L'information court inlassablement de l'un vers l'autre, ils participent à l'élaboration, puis à l'exécution de milliards de décisions individuelles, puisque c'est eux qui accomplissent tous les actes de transmission ou de vente, ou d'administration de notre pays et leur technicité augmente tous les ans avec l'emploi de l'informatique.\

De même que dans l'anatomie des espèces vivantes, le développement du système nerveux est le signe de l'évolution, de même dans notre monde d'aujourd'hui, on reconnaît les sociétés les plus avancées à l'importance de ce groupe central que j'ai décrit dans "Démocratie Française" et qui explique l'unité sociologique croissante de la France.

- Dans ce groupe central, les employés, la maîtrise, les cadres, sont désormais intégrés et en constituent l'élément le plus important. Les employés et les cadres représentent le tiers de la population active française et cette proportion continue de s'accroître rapidement.

- Parce qu'ils sont désormais au centre de la vie française et que leur poids s'accroît, leur voix ne se fait pas entendre avec autant de vivacité que celle d'autres catégories que le progrès perturbe et ils peuvent avoir l'impression, à cause de cela, d'être ignorés ou négligés. Il faut d'ailleurs les comprendre. Le poids de l'impôt est lourd pour eux qui le supportent intégralement, le paiement de beaucoup de prestations est subordonné à des plafonds de ressources atteints ou dépassés par certaines familles d'employés ou de cadres, et les familles peuvent éprouver le sentiment d'être pénalisées ou écartées de façon systématique du bénéfice de l'effort national de solidarité.\

Dans ma tâche, qui est d'intégrer, aussi complètement que possible l'évolution réelle de la société française, non pas à-partir de schémas théoriques, mais à-partir des réalités, je sais que ce groupe central des employés, des cadres moyens, des agents de maîtrise, ne peut pas être oublié et que ses problèmes doivent être traités.

ce que ces problèmes doivent être traités.

- Je vous en donne maintenant des exemples précis :

- La fiscalité : le groupe central, et en-particulier les cadres, supportent une charge fiscale lourde, avec un civisme qui peut servir d'exemple, mais cette fiscalité doit demeurer raisonnable et supportable. J'ai fait prendre, au-cours des années, de nombreuses mesures pour limiter l'accroissement de leur contribution, les tranches du barème d'impôt sur le revenu ont été relevées pour suivre la hausse des prix, les dispositions permettant d'alléger l'imposition des primes de départ à la retraite ont été étendues aux primes de départ en retraite et aux primes volontaires de départ à la retraite.

- Je propose que nous poursuivions dans cette voie et notamment en ce qui concerne les tranches du barème de l'impôt sur le revenu qui intéressent les employés et les cadres moyens. Pour le revenu de 1981, je m'engage à ce que ces tranches soient relevées d'au moins 10 % en proportion de la hausse des prix, et qu'ainsi la France fasse plus, dans la poursuite de son effort de justice et de modération fiscale, que ne le font les Etats-Unis d'Amérique, dont le programme frappe cependant par son ampleur.

- J'annonce, d'autre part, que l'abattement sur les diverses primes volontaires ou non de départ en retraite ou en pré-retraite, sera très substantiellement relevé. C'est une demande qui m'avait été exprimée personnellement par le président Menu, lorsque je l'avais reçu il y a quelques mois.

- J'annonce aussi qu'une réforme sera proposée pour alléger la taxation des revenus exceptionnels résultant du travail.\

Chacun d'entre vous, je pense, a pu comprendre que si les candidats de l'opposition étaient réellement en situation d'appliquer leur programme `Projet socialiste`, ce que bien entendu je veux éviter à la France, tel qu'ils viennent de le présenter, il faudrait augmenter massivement le taux des impôts, s'agissant de l'impôt sur le revenu, je vous démontrerai tout à l'heure qu'il faudrait le doubler... que les employés et les cadres qui sont des contribuables intégraux veuillent bien s'en souvenir ! Par ailleurs, je récusé les critiques faites par certains candidats à l'égard du quotient familial. Cette technique fiscale est légitime : deux contribuables ayant les mêmes revenus, mais dont l'un est célibataire et l'autre aurait 3 enfants, ont, à l'évidence, des charges et, donc, à l'évidence, des capacités contributives différentes. Je rappelle d'ailleurs que l'octroi d'une demi-part supplémentaire pour les familles ayant 3 enfants ou plus que j'avais suggérée l'année dernière devant les associations familiales, a été adopté par l'Assemblée nationale et par le Sénat sans l'opposition de quiconque.

- C'est pourquoi je continuerai résolument dans cette voie et je défendrai contre toute attaque, de quelque bord qu'elle vienne, cette procédure dont l'utilité pour la défense de la famille en France, objectif central de notre politique sociale, est à mes yeux incontestable.\

En dehors de la fiscalité, notre réglementation comporte une série de dispositions qui tendent à exclure de telle ou telle allocation, de telle ou telle subvention, de telle ou telle aide, ceux de nos compatriotes dont les revenus excèdent un certain plafond de ressources. Certes, ces dispositions sont légitimes dans leur inspiration, l'assistance et la subvention ne doivent pas être la règle première, le ressort universel du fonctionnement de notre économie, ce sont au contraire l'autonomie et la responsabilité qui doivent être les règles £ mais en sens inverse, des limitations strictes de plafond de ressources ou leur maintien à leur niveau ancien, malgré la hausse des prix, pénalisent les revenus des catégories moyennes. C'est pourquoi nous devons systématiquement réexaminer tous ces plafonds de ressources.

- Voici à nouveau des exemples précis. La création du complément familial en 1978 a permis à beaucoup de familles à revenu moyen de recevoir une aide substantielle £ c'est la réforme la plus importante faite pour les familles au-cours des dernières années, mais des aménagements sont encore nécessaires pour permettre à de plus nombreux jeunes ménages qui ont un enfant de moins de trois ans de pouvoir bénéficier de ce complément familial.

- De la même façon, le plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire, prestation créée par une loi de 1974, du temps de mon septennat, devra être relevé pour qu'un plus grand nombre de familles en bénéficient chaque année.

- Enfin, le plafond de ressources existant pour les indemnités journalières en cas de cure thermale

et qui intéresse beaucoup de familles, devra être soit relevé, soit supprimé. En-matière de logement, le nouveau plan d'épargne - propriété, que je propose pour tous les jeunes ménages, sera particulièrement adapté aux besoins des familles de revenu moyen qui ne peuvent pas bénéficier suffisamment des aides actuelles.\

Enfin, s'agissant du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise, les responsabilités particulières qu'ils exercent exigent que leur situation dans l'entreprise soit à l'avenir mieux définie. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que s'ouvre une négociation entre les partenaires sociaux & un groupe de travail préparatoire a été constitué, à l'initiative de la Confédération générale des cadres `CGC` et du CNPF. Je demanderai aux partenaires sociaux d'engager la négociation sur ce sujet, le statut du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise, aussitôt après l'élection présidentielle.

- Si tout ceci est engagé, si tout ceci est fait, voilà qui peut permettre au sort des employés et des cadres, c'est-à-dire du groupe le plus nombreux de la société productive française, de refléter l'importance et l'utilité du rôle qu'il joue dans notre société.

- Ailleurs, je parlerai des problèmes d'autres catégories. Je sais que Lille est une grande agglomération - je parle de Lille et de son agglomération - de commerce et d'échange, et qu'il se pose là aussi dans la catégorie nombreuse de ces entreprises individuelles du commerce et de l'artisanat des problèmes sur lesquels, au-cours de cette campagne `campagne électorale`, j'aurai l'occasion de revenir, mais je pense qu'il vaut mieux aller au fond des sujets, et donc les traiter successivement plutôt que de les effleurer au passage par quelques touches de démagogie légère.\

Et j'en viens à l'enjeu national de cette campagne que je fais mais qu'en même temps, j'observe et je suis.

- Je vous dirai que je ne l'observe pas, je ne la suis pas en lisant les déclarations des autres candidats, je vous en fais la confiance, je ne les lis pas, je travaille de la manière suivante : j'expose mes propositions aux Françaises et aux Français, je guette les réactions de mes auditoires, et je lis ensuite les commentaires qui sont faits sur les propositions des autres candidats, pour voir la manière dont les Françaises et les Français les jugent, parce qu'à mon avis, ce qui est important, ce n'est pas que les candidats se jugent entre eux & j'ai participé à toutes sortes de concours scolaires, vous aussi, je n'ai jamais participé à des concours où le jury était composé des candidats, cela n'est jamais arrivé dans ma vie, il y avait toujours un jury distinct des candidats.

- Et dans la campagne présidentielle, le jury, c'est le peuple français. C'est donc au peuple français de juger les candidats, ce n'est pas à eux de le faire entre eux.

- J'observe le déroulement de cette campagne. Qu'est-ce qu'on a voulu d'abord faire croire aux Français ? C'est d'ailleurs très curieux parce que quand vous regardez les sujets les uns après les autres, vous voyez que même les sujets les plus sérieux ne sont pas traités longtemps, et par exemple, on nous a dit au début de cette campagne : le grand sujet national, c'est l'emploi & j'y reviendrai tout à l'heure & j'ai fait des propositions pour l'emploi, elles sont détaillées, elles sont chiffrées, elles sont vérifiables, elles prolongent d'ailleurs l'action conduite par le ministère du travail et de la participation, par le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle `Jean Mattéoli` & c'est simplement le fait de donner une nouvelle dimension, une nouvelle ampleur à l'action qui a été -entreprise. Comme ce programme était sérieux, fiable et que les autres n'avaient pas de programme, ils ne parlent plus beaucoup de l'emploi. Regardez-le. Et ainsi, on aperçoit dans cette campagne cette singularité, c'est qu'au lieu de chercher les sujets, on cherche, au contraire, la manière dont on peut contourner les problèmes pour entraîner le peuple français dans le chemin des illusions, et c'est lui qui refuse de s'avancer dans cette direction.\

On a d'abord voulu faire croire aux Français qu'ils pouvaient se débarrasser des conséquences de la crise par un vote, on ne leur a pas dit que c'était une crise internationale, on ne leur a pas dit que le grand problème, c'était l'organisation de l'effort commun de notre peuple et que c'est cela que nous devons faire ensemble. On leur a laissé croire qu'il suffisait d'aller voter le 26 avril et le 10 mai `élection présidentielle` et que toutes les difficultés de l'économie française

disparaîtraient par magie. On a voulu cacher le lapin dans le chapeau, c'est une tromperie.

- En réalité, on a voulu ensuite faire considérer aux Françaises et aux Français comme des solutions valables des propositions - et je prends à témoin celles et ceux d'entre vous, gens du Nord, qui siègent dans les organismes, des organismes communautaires que vous avez à Bruxelles, qu'ils soient patronaux, qu'ils soient syndicaux, des organismes régionaux... Je vous prends à témoin. On veut proposer aux Françaises et aux Français comme solutions valables, des solutions que personne n'oserait proposer dans aucune réunion internationale sur le sujet sans provoquer des haussements d'épaules et des sourires narquois.

- Moi qui ai participé à tous les Conseils européens depuis 1974, où j'ai vu venir des chefs d'Etats et de gouvernements qui représentaient les différentes familles politiques de l'Europe et d'ailleurs les différentes coalitions au pouvoir dans les différents pays d'Europe, personne n'aurait osé nous proposer des solutions comparables à celles que l'on vient suggérer maintenant aux Françaises et aux Français pour les tromper. Je vous dirais que je ressens cela comme une insulte au jugement et au bon sens des Français, et je souhaite que les femmes et les hommes du Nord le ressentent ainsi.

- Le coût des mesures pour le seul budget de l'Etat qui ont été proposées depuis le début de la campagne `campagne électorale` atteint maintenant, pour le budget de l'Etat, 160 milliards de francs et nous ne sommes que le 7 avril. Eh bien ! si cela continuait, si l'on devait mettre de telles mesures en application, je vous indique un ordre de grandeur - j'en parlais tout à l'heure - le total de l'impôt sur le revenu qui va être payé par les Français cette année, c'est 140 milliards de francs, et on propose déjà que le budget de l'Etat soit imposé d'une surcharge qui serait supérieure au montant total de l'impôt sur le revenu payé par les Français et que, bien entendu, le moment venu, on leur demandera de payer.\

Vous êtes dans une région frontalière, vous en avez d'ailleurs les difficultés, vous en avez aussi les moyens de comparaison. Ceux qui dénigrent l'action de la France et les efforts des Français, comme si les Français étaient restés au repos à ne rien faire pendant sept ans, alors qu'ils se sont dotés ici du premier programme électro-nucléaire du monde, qu'ils ont commencé à réorganiser l'ensemble de leur industrie, qu'ils ont augmenté le volume de leurs exportations plus que les Allemands fédéraux au-cours de la même période, ceux qui veulent faire croire que les Français n'ont pas travaillé pendant sept ans veulent vous faire croire aussi qu'il existe ailleurs des modèles de croissance économique dont nous pourrions nous inspirer. Je vous demande lesquels ? où sont ces modèles ? Sont-ils de l'autre côté de la Manche `Grande-Bretagne` ? La France qui garde une croissance positive, qui maintient le pouvoir d'achat, qui augmente et qui doit augmenter davantage la compétitivité de ses entreprises, qui assure jour après jour son indépendance énergétique, malgré la faiblesse de ses ressources naturelles, la France a-t-elle vraiment à rougir devant les résultats qu'on observe de l'autre côté de la Manche ? Qui oserait vous le dire ?

- Si nous appliquions à l'économie française le taux de chômage qui existe à l'heure actuelle en Grande-Bretagne, nous aurions 2200000 chômeurs en France.

- Devons-nous chercher un modèle chez nos voisins du Nord et dans leur inspiration d'origine socialiste ?

- Les Lillois connaissent mieux que quiconque la situation économique et politique de la Belgique, et, bien entendu, je ne porterai pas un jugement sur cette situation, il appartient à nos amis belges de conduire eux-mêmes leur destin économique et politique, j'observe des faits. Vous pouvez lire dans la presse belge le respect et parfois l'envie qu'inspirent le courage et l'efficacité des Français et de leur politique en cette période de crise. Si nous avons la même situation que la Belgique, à l'heure actuelle, chacun de vous peut vérifier les chiffres, nous aurions en France 2 millions et demi de chômeurs.\

Ce modèle qu'on nous propose est-il enfin le collectivisme ? La France, et notamment le Nord, a des liens particuliers avec un grand pays de l'Est, la Pologne. Au lendemain de ma visite dans le Nord, en octobre dernier, vous avez dû lire que j'avais reçu à l'Elysée le vice premier ministre polonais et il venait me demander une aide financière importante pour sauver l'industrie polonaise, et les difficultés de l'industrie polonaise elles ne venaient pas des événements du mois d'août

et les difficultés de l'industrie polonaise, elles ne venaient pas des événements du mois d'août, elles étaient, au contraire, largement antérieures, les événements du mois d'août étaient une des conséquences de la crise économique et sociale de la Pologne. Est-ce donc un régime qu'on peut nous proposer en modèle ?

- A la veille de ma nouvelle venue dans le Nord, j'ai reçu à nouveau ce même vice premier ministre et il m'a demandé un triplement de cette aide, pour financer cette fois les achats de produits alimentaires nécessaires à la survie de la population polonaise. Et bien entendu, nous y avons répondu favorablement.\

Et quand je survolais les grandes plaines agricoles tout à l'heure, en hélicoptère, dans une brume qui ne rendait pas la navigation tout à fait orthodoxe d'ailleurs, j'apercevais ces grandes plaines céréalières du Nord et du Pas-de-Calais, et bientôt de vos ports, parce que nous souhaitons que ce soit des ports français et par des bateaux français que ces exportations se fassent, vous verrez partir 4 millions de quintaux de blé pour la Pologne, c'est-à-dire 20 bateaux de 20 000 tonnes, et ce sont donc de ces terres françaises que la nourriture nécessaire au peuple polonais partira pour lui apporter le témoignage de notre solidarité.

- Je voudrais, dans votre région du Nord et du Pas-de-Calais, où l'on retrouve dans toutes sortes de circonstances de la vie nationale, économique, mais aussi parfois sportive, la trace de la population polonaise, rappeler ce qu'est notre attitude pour la Pologne, qui est une attitude de responsabilité ou chacun des mots que l'on prononce doit être prononcé avec gravité et avec responsabilité en-raison de la situation d'angoisse de ce peuple.

- Nous avons deux exigences : d'abord, qu'on laisse vivre la Pologne à l'abri de toutes les ingérences extérieures et de toutes les violences intérieures qui voudraient revenir sur les nouveaux acquis du peuple polonais. Ceci a été dit de la manière la plus claire et de la manière la plus catégorique, et ceci est parfaitement connu de tous.

- Notre deuxième exigence, c'est d'aider à vivre la Pologne et c'est pourquoi nous continuerons, aussi longtemps que le redressement économique de ce pays le rendra nécessaire, à apporter le concours fraternel du peuple français à l'effort de réorganisation et de rétablissement de son ami, le peuple polonais.\

où sont donc ces modèles de développement ou de succès qu'on nous propose ?

- C'est là que je viens à la 2ème tromperie de la campagne `campagne électorale. La 1ère était de faire croire qu'un vote pouvait faire disparaître la crise. La 2ème tromperie, c'est de croire que, quoi qu'on fasse, même si ce sont des erreurs, même si se sont des propositions fantaisistes ou démagogiques, en tout cas nous nous retrouverons dans la situation actuelle. C'est une erreur ! Si on mettait en application les propositions qui vous sont faites, naturellement il y aurait un changement, mais il y aurait un changement vers l'inconnu, qui serait un changement vers le pire pour la situation économique, pour l'emploi et pour le déficit. Je vous demande de réfléchir à ce que sera la situation de l'emploi si la France entre dans une sorte de festival électoral qui durera pendant tout le printemps de 1981 ? Quelles sont les entreprises qui embaucheront pendant ce festival électoral ? Si les mesures qui sont annoncées sont prises, concernant la désorganisation économique et sociale de notre pays, quel est donc l'entrepreneur individuel, moyen ou grand qui prendra le risque de créer de nouveaux emplois et d'accepter de nouvelles charges ?\

C'est pourquoi, je vous le dis pour que vous le sachiez bien car en réalité l'élection présidentielle elle vous concerne tout autant que moi, il y a quelque chose qu'il ne faut pas croire dans cette élection, c'est qu'elle décide le sort de quelqu'un. J'ai dit, quand j'ai présenté ma candidature, que mon sort personnel n'avait pas d'importance et donc c'est le sort des Françaises et des Français, c'est le vôtre, qui est en question, dans cette élection, et le changement, le changement vers l'inconnu vous dissimule le changement vers le pire. Je vous demande de vous souvenir de cette formule.

- Que vous proposons-nous à la place ? Les 3 grands thèmes de l'action à conduire dans le septennat à venir seront : la paix, la liberté, le travail.

- Le travail c'est aussi l'emploi.

- La paix, dans la grande région frontalière du Nord, qui a connu successivement tous les déchirements et tous les affrontements, qui a connu l'occupation, et même une forme

particulièrement brutale et odieuse d'occupation, la paix doit rester une des grandes responsabilités de ceux qui conduisent les destinées de votre pays, mais la paix à-partir de la sécurité et de la force.

- Je n'aurais jamais été l'homme de la paix par la faiblesse. Par contre, ayant assuré avec vous, avec ceux qui servent la sécurité de la France, ayant assuré un effort exceptionnel d'organisation de notre défense et de notre sécurité, qui fait de nous, peuple français, la 3ème puissance militaire du monde, s'il y avait un conflit - et je prie le ciel, bien entendu, qu'il n'y en ait jamais - il n'y a, dans le monde, que deux pays qui sont actuellement capables de l'emporter sur la France, et encore, à ceux-là la France pourrait faire des dévastations qui seraient égales, en importance, à ce qu'est sa propre population et à ce que sont ses propres ressources.

- Donc, nous avons assuré la sécurité de la France. Mais, cette sécurité, nous la mettons au service de la paix. La France a une force pacifique et elle a une politique pour la faire. \ Nous n'avons de revendication territoriale vis-à-vis de personne, d'ambition impérialiste sur personne et, par contre, nous avons l'ambition de reprendre la grande tradition politique de la France, c'est-à-dire d'être le pays indépendant, indépendant de tous, quoique fidèle, bien entendu, à ses alliances et à ses traités, comme toujours dans son histoire, d'être un pays indépendant, ayant assuré sa sécurité et qui sera au 1er rang des efforts pour la paix.

- Ces efforts, nous les mènerons aussi loin qu'ils resteront compatibles avec les exigences de notre sécurité, avec le respect de nos alliances et aussi avec la défense dans le monde des idéaux qui sont les nôtres. Ces idéaux, c'est d'abord l'idéal de liberté. Une des plus grandes rues de Lille porte son nom, et lorsqu'on parle, dans le monde, de l'apport de la France, de l'apport politique, la France est le pays qui a apporté la liberté politique au monde.

- On peut me critiquer de beaucoup de choses, et je vous dirai d'ailleurs qu'à entendre ces critiques, au début naturellement, j'étais préoccupé et je me demandais : "Ai-je fait vraiment si mal pendant sept ans" ? £ je me suis posé la question, parce qu'évidemment le droit à la critique est légitime, mais quand je regarde ce qui a été fait à certains égards, j'ai tout de même la fierté de me dire que, dans ce monde où la liberté recule presque partout, où la liberté est captive, esclave, persécutée dans la plupart des pays du monde, on doit reconnaître qu'en 1981 la France est aussi libre, et peut-être plus libre qu'en 1974.

- Bien entendu, si vous me renouvez votre confiance, en 1988, à la veille du bi-centenaire de l'anniversaire de la Révolution française, que je n'aurai donc pas le grand privilège de célébrer, je tiendrai à ce que la France, qui le célèbrera, soit aussi libre qu'elle l'a jamais été et reste un exemple de liberté pour le monde. \

Mon 3ème grand objectif, c'est le travail, c'est-à-dire l'emploi, le travail et l'emploi compris dans leur sens complet, parce qu'on ne peut pas dissocier le travail et l'emploi de la vie économique de la France, et donc travail et emploi, cela veut dire naturellement un effort pour l'emploi, un effort pour le travail, mais cela veut dire aussi un effort pour développer la capacité économique, industrielle, commerciale de la France.

- Le plan pour l'emploi, je l'ai présenté détaillé, vous l'avez chez vous. Il représentera la charte des engagements vis-à-vis des personnes âgées en France, partout et dans le Nord, comme j'ai tenu les engagements vis-à-vis de la jeunesse qui a le droit de voter à-partir de 18 ans pour qui elle veut, pour qui elle veut, mais grâce à moi.

- Eh bien, de même ces engagements pour l'emploi seront scrupuleusement tenus, et je suis sûr, monsieur Mattéoli, que vous savez, avec vos services, avec vos moyens, que nous pouvons, d'ici 1985, créer ce million de postes d'emploi supplémentaires, qui permettra d'offrir un emploi ou un poste en formation à toutes les jeunes Françaises et les jeunes Français. \

Il y aura notre effort pour maintenir la situation financière de la France. On a entendu beaucoup de mots prononcés pendant le septennat. Il y a un mot que vous n'avez plus jamais entendu prononcer, il a disparu du vocabulaire économique, ou bien financier, c'est le mot de dévaluation.

- Autrefois, dans toute longue période de l'histoire nationale, ce mot revenait comme une pitoyable ritournelle. Depuis sept ans, il a disparu, lui aussi, du vocabulaire national, et dans les circonstances actuelles, quand nous comparons notre situation à celle de nos voisins, qui avaient

des monnaies dites fortes, eh bien regardez, vous qui êtes des frontaliers, de l'autre côté de la frontière, et regardez, si votre regard se porte un peu plus loin, du côté de l'Allemagne fédérale `RFA` .. Qui, dans les mois récents, a soutenu qui ?\

Pour l'emploi, il faut un nouvel essor de l'investissement productif en France et, d'une façon générale, de la capacité économique de notre pays. Il faut à la fois libérer les forces productives de notre pays en supprimant l'amoncellement historique de contraintes et de paperasses qui pèsent sur elles, au point, souvent, de les étouffer.

- Le travail a été commencé & il n'est pas achevé et il faudra, au-cours du second septennat, par des initiatives sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir au-cours de ma campagne `campagne électorale`, franchir une étape définitive à cet égard.

- Il faudra aussi encourager un nouvelle essor de l'investissement, car si nos entreprises ont fait face, si elles ont pu rétablir leur situation, elles n'ont pas, à l'heure actuelle, le taux d'investissement suffisant qui leur permettrait de conquérir de nouveaux marchés, de gagner de nouvelles marges de compétitivité, et demain je tiendrai une conférence de presse pour dire ce que nous allons faire à cet égard. La paix, la liberté, le travail, tout ceci ce sont les chances de la France.

- Dans le dénigrement de l'action de la France, que vous entendez à l'heure actuelle, et que vous allez d'ailleurs continuer à entendre dans les semaines prochaines - je vous en fais la prophétie, - dans ce dénigrement, ce qui, pour moi, est mélancolique, c'est de me dire que peut-être il y a des hommes et des femmes, en France, auxquels cela fait perdre l'espoir, parce qu'ils se disent : "Si on nous le dit, peut-être qu'il y a là quelque chose de vrai et que, finalement, la France n'est pas capable de se construire un grand avenir ou de faire face à la crise".\

Eh bien, je considère au contraire que le deuxième septennat, si vous me le confiez, sera le septennat de grande chance pour la France parce que nous avons des atouts pour nous. Ces atouts, je vous les énumère :

- Nous avons d'abord un pouvoir politique stable, alors que nous avons été pendant longtemps le pays dont le pouvoir politique était le plus faible en Europe, et c'est à ce moment-là qu'on appelait la France - ce n'est pas une expression que l'on emploie à l'heure actuelle - "l'homme malade de l'Europe" & nous avons, à l'heure actuelle, un pouvoir politique stable, grâce aux institutions qui ont été proposées au peuple français par le Général de Gaulle, et que le peuple français a acceptées et soutenues, contre ceux qui actuellement demandent à se servir de ces institutions.

- Le travail des Français également nous a permis d'avoir le déficit extérieur et le déficit intérieur le plus faible des grands pays industriels, et donc des bases saines pour un nouvel effort et pour un nouvel essor d'investissements et de production.

- Enfin, la France a travaillé en profondeur. Au-cours des dernières années, elle a conduit le programme énergétique le plus important du monde, je le disais, par-rapport à sa taille, et lorsque j'étais près de Dunkerque, au mois d'octobre, j'ai eu la fierté d'aller voir l'imposante réalisation de notre centrale de Gravelines et je me disais : si les Français qui n'ont pas confiance dans la France ou qui croient qu'elle n'est pas capable de se porter à la dimension des grands problèmes du monde moderne pouvaient simplement voir ce que j'ai vu, c'est-à-dire ce qu'était la capacité de travail, de science, d'activité des ingénieurs, des techniciens et des travailleurs français ...

- Et enfin, la France a une population qui est une des plus industrielles, une des plus actives, une des plus sérieuses de tous les pays industriels. Pour peu que son progrès par la formation continue se poursuive, pour peu que nous développions les moyens de formation et d'activité de cette génération nouvelle des travailleurs français, je considère que la France aura le meilleur outil de travail, l'indépendance énergétique, la population la plus qualifiée, et que, donc, elle a de grands atouts pour l'avenir, à condition qu'elle s'en serve, et elle ne s'en servira bien que si nous abordons un dernier problème qui est celui de l'unité.\

J'ai essayé pendant sept ans, et d'ailleurs il y a des témoignages, j'ai invité les uns et les autres à venir dialoguer avec le Président de la République, je suis venu dans les différentes régions dialoguer avec les élus - je suis allé dans les mairies des grandes villes - même si l'accueil n'y était

dialoguer avec les élus, je suis allé dans les mains des grandes villes, même si l'accueil n'y était pas toujours digne de celui qu'on doit à un Président de la République, j'ai essayé de servir l'unité et je continuerai à le faire, d'abord dans cette campagne `campagne électorale` en servant l'unité de la majorité et je suis heureux de voir ici, sur cette estrade, des hommes et des femmes qui représentent des familles spirituelles différentes dans la vie politique de votre grande région et qui font passer le souci de l'unité de la France et de la majorité avant toute autre considération ou avant toute autre préférence.

- Je souhaite que l'unité de la majorité préservée au-cours de la campagne par le refus systématique de tout ce qui l'affaiblirait ou de tout ce qui la diviserait, et je vous prends tous à témoin de mon discours ce soir, je souhaite que cette unité de la majorité préfigure une meilleure unité de la France, c'est-à-dire que, tout en conservant la liberté de choix politique, la liberté d'inclinaison idéologique, qui font partie de notre vie démocratique, le sentiment des Français devienne année après année plus fort que la perception de ce qui nous divise et de ce qui nous sépare, et que les Français retrouvent, dans leur vie politique, ce qu'ils retrouvent dans les autres manifestations de leur vie, de leur vie locale, de leur vie sportive où on les voit vibrer tous ensemble pour une même cause ou pour une même équipe.\

Pourquoi peu à peu l'unité française ne deviendrait-elle pas la règle de vie de la France, et je dédierai beaucoup des efforts de mon second septennat à améliorer et à rechercher l'unité de la France.

- Dans ce travail, j'ai besoin de vous, et c'est pourquoi cette réunion n'est pas une réunion faite pour qu'à son lendemain, vous vous sépariez en vous disant : en ce qui me concerne mon choix est fait, et bien entendu je le souhaite, mais qu'au contraire ... vous vous disiez tout à l'heure, comme vous y invitait d'ailleurs Denise Segard, que le choix qui vous préoccupe, c'est le choix des autres, autour de vous. Il y a dans le peuple français d'immenses réserves de bonne volonté, de désir d'apporter sa contribution au progrès de la France dans toutes les catégories sociales et je dirai dans toutes les familles politiques. Je suis sûr qu'il y a des électeurs de toutes tendances qui, s'ils étaient complètement éclairés, seraient heureux de pouvoir apporter leur contribution au progrès de la France. A vous de les convaincre, de les convaincre dans le Nord et de les convaincre dans le Pas-de-Calais.

- Nous allons défendre au-cours de cette campagne `campagne électorale` l'alliance du coeur et de la raison, c'est-à-dire l'alliance de la générosité qui fait faire les choses et de l'esprit qui permet de les bien faire.

- Je suis convaincu que cette alliance du coeur et de la raison, c'est aussi l'alliance des gens du Nord, et c'est pourquoi je compte sur les Lilloises et sur les Lillois, je compte sur tous les habitants de vos deux grands départements & dans tous les grands débats nationaux, Lille a toujours fait le choix de la France, notamment en 1974.

- C'est pourquoi j'ai confiance, les gens du Nord, les femmes et les hommes du Nord seront au côté de ceux qui conduiront l'élan de la France vers le progrès, vers la justice et vers la liberté !\